

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
Subdivision Ressources minérales ENV 7

Colomiers, le 17/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



GRANULATS VICAT

31 route de Lancon
31390 CARBONNE

Références : 2022/391

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement GRANULATS VICAT implanté 31 route de Lancon 31390 CARBONNE. L'inspection a été annoncée le 04/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite du site d'exploitation dans le cadre de l'instruction de la demande d'enregistrement, déposée par la société Granulats Vicat et réceptionnée le 25 février 2021, de son activité pour l'installation de stockage de déchets inertes en eau située sur la commune de Carbonne.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS VICAT
- 31 route de Lancon 31390 CARBONNE
- Code AIOT dans GUN : 0003703034
- Régime : {Non Renseigné}
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Dans le cadre de l'exploitation de son installation de traitement de matériaux minéraux, la société GRANULATS VICAT est autorisée par arrêté préfectoral complémentaire du 18 juin 2014, à réceptionner et stocker des déchets inertes dans le cadre de la remise en état de la partie Nord du lac de Bardis. La partie Sud a quant à elle été réaménagée en un espace de loisir (promenade et pêche).

Un dernier lac, dit « de la déchetterie » est resté en eau et se trouve pour partie hors du périmètre autorisé de la carrière de GRANULATS VICAT.

La majeure partie de ce plan d'eau est la propriété de la communauté de communes du Volvestre qui gère la déchetterie gérée installée au Sud du lac. Le projet porte sur une superficie totale de 3 ha 25 a 61 ca.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Visite du site d'exploitation dans le cadre de l'instruction de la demande d'enregistrement, déposée par la société Granulats Vicat et réceptionnée le 25 février 2021, de son activité pour l'installation de stockage de déchets inertes en eau située sur la commune de Carbonne.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Evaluation des incidences	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ambiguïté relative à la remise en état finale de ce projet est perceptible à plusieurs endroits dans les éléments du dossier.

Par ailleurs, l'intention de la communauté des communes (propriétaire des terrains), de maintenir une plateforme de type industrielle pour la mise en place d'équipements liés au fonctionnement de la déchetterie est surprenante. En effet, le maintien d'un plan d'eau en rectangle d'environ 40 m de largeur par 240 m de longueur, entre la déchetterie et le projet serait de nature à empêcher un fonctionnement rationnel des activités.

Par ailleurs, les mesures prévues par l'exploitant d'aménagement des berges du vide de fouille dans le cadre du maintien d'un plan d'eau ne peuvent pas être considérées pérennes dans un tel milieu à vocation d'activité industrielle.

Enfin, une capacité d'accueil autorisée supérieure sera de nature à lutter contre les dépôts sauvages de ce type de matériaux dans ce secteur géographique.

Par entretien téléphonique de la société SATMA, le 10 mai 2022, avec l'inspecteur de l'environnement, monsieur Joris JULIAND informe la DREAL que la communauté des communes a décidée d'opter pour un remblaiement complet du lac de la déchetterie.

Il est donc attendu le résultat d'une rencontre entre l'exploitant et le propriétaire des terrains qui déterminera les conditions de ce changement.

Le présent rapport fait office de demande de complément de notre service dans l'instruction de la demande d'enregistrement déposée par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Évaluation des incidences

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, basculement en autorisation environnementale au titre du critère 3°
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'étude d'incidence environnementale établie pour un projet qui n'est pas soumis à étude d'impact est proportionnée à l'importance de ce projet et à son incidence prévisible sur l'environnement, au regard des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>L'étude d'incidence environnementale :</p> <p>5° Indique les conditions de remise en état du site après exploitation</p>
<p>Constats : La remise en état du site présentée dans une partie du dossier (pièce 1bis/4 : note de présentation non technique) est ambiguë.</p> <p>Page 19/28 : "A la fin de l'exploitation, le site sera remis en état à vocation agricole".</p> <p>Page 20/28, figure 3 : Plan de phasage de remblaiement du lac de la déchetterie. Ce plan présente phasage laissant en place un plan d'eau rectangulaire d'environ 40m de largeur sur 240 m de longueur.</p> <p>Page 21/28, (paragraphe III.3- Réaménagement final du site) il est mentionné : "Le terrain sera remis en état avec la restitution d'une plateforme de type industrielle pour la mise en place d'équipements liés au fonctionnement de la déchetterie (conformément au PLU). Aucun autre milieu ne sera restitué (agricole, zone humide, haie, etc.)".</p> <p>Page 23/28, la figure 4 (Plan de remise en état final) présente un remblaiement complet du plan d'eau.</p> <p>L'ambiguïté relative à la remise en état finale de ce projet est perceptible à plusieurs endroits dans les éléments du dossier.</p> <p>Par ailleurs, l'intention de la communauté des communes (propriétaire des terrains), de maintenir une plateforme de type industrielle pour la mise en place d'équipements liés au fonctionnement de la déchetterie est surprenante. En effet, le maintien d'un plan d'eau en rectangle d'environ 40 m de largeur par 240 m de longueur, entre la déchetterie et le projet serait de nature à empêcher un fonctionnement rationnel des activités.</p> <p>Par ailleurs, les mesures prévues par l'exploitant d'aménagement des berges du vide de fouille dans le cadre du maintien d'un plan d'eau ne peuvent pas être considérées pérennes dans un tel milieu à vocation d'activité industrielle.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet